

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

N°896 du 18 novembre 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

MILTON FRIEDMAN : CAPITALISME ET LIBERTE

« Les idées mènent le monde » : cette maxime de Keynes rend compte de l'importance du message de Milton FRIEDMAN, celui qui précisément effacera le keynésianisme du paysage politique mondial pour lui substituer les idées de la liberté. Avec HAYEK, nul n'aura autant contribué à faire progresser la science économique au XXème siècle, nul n'aura eu une telle influence sur le cours des événements.

La science économique ? Chef de file de « l'école de Chicago » FRIEDMAN découvre les concepts de revenu permanent et de capital humain, qui démontrent toute la vacuité de l'analyse de Keynes. Et son histoire monétaire des Etats-Unis, écrite avec Anna Schwartz, lui permet d'établir que les « crises » économiques ne sont dues en réalité qu'aux dérèglements de la politique monétaire des banques centrales, responsables de l'inflation, elle-même source de chômage. Pendant quelque trente ans, les gouvernements avaient vécu dans l'illusion qu'il suffisait de dépenser et distribuer du pouvoir d'achat pour résorber le chômage, et que le financement des dépenses publiques se faisait sans peine à crédit, en faisant émettre de la monnaie par le système bancaire. FRIEDMAN, avec le revenu permanent, démasque l'erreur (sans doute volontaire) de KEYNES qui attribue le chômage à une trop forte tendance des riches à épargner tandis que les pauvres n'ont pas de quoi consommer – un thème rêvé de propagande pour les socialistes. FRIEDMAN prouve que consommation et revenu sont à long terme en relations constantes et proportionnelles, et que « la crise » n'est pas l'effet d'une sous-consommation ou d'une sur-production liée au fonctionnement normal du marché, mais d'une inondation monétaire provoquée par les banques centrales sous la pression des gouvernements, dérégulant ainsi tout le système des prix, autorisant toutes les spéculations et les erreurs privées et tous les gaspillages publics, rendant la régulation des marchés impossible. Retourner à la stabilité monétaire, rétablir la vérité des prix, faire confiance au marché, supprimer les interventions monétaires et budgétaires des Etats : voilà établis les piliers du « monétarisme » qui va révolutionner les politiques économiques à partir de 1973, date du premier choc pétrolier qui met en évidence les erreurs keynésiennes, puisque la « stagflation », conjoncture inattendue d'inflation et de chômage, frappe par priorité les économies les plus dirigées et les moins libérales.

Le cours des événements va désormais changer. FRIEDMAN n'a pas seulement convaincu les politiciens occidentaux d'appliquer le monétarisme, ce qu'ils vont faire avec succès, mais il va se faire le propagandiste du marché et décider les pays du Tiers Monde à s'orienter vers la libre entreprise et le libre échange alors que la planification du développement était à la mode, suivant les préceptes conjoints de KEYNES et de LENINE. Les élèves de FRIEDMAN, les « Chicago Boys » sortent le Chili de la misère en quelques années – même si la remise en ordre économique s'accompagne de la dictature militaire. FRIEDMAN lui-même devient le conseiller des Coréens, des dirigeants de TaiWan, de Singapour, de Hong Kong : les « dragons » asiatiques se mettent en route, les pays émergent de la misère en une décennie. Il persuade ainsi le monde entier des bienfaits de la liberté économique.

Sa croisade pour la liberté économique n'est pas réservée aux savants et aux puissants de ce monde. Il a compris que rien de décisif ne peut se faire sans que l'opinion publique, y compris dans son propre pays, ne soit convaincue. Il met son esprit brillant au service du peuple, il a un talent extraordinaire pour illustrer sa pensée, avec des formules pleines d'humour et visant juste : « on n'a jamais vu des chiens échangeant des os » (le marché est le propre de l'homme), « il n'y a pas de

repas gratuit » (la gratuité des services publics coûte au contribuable). Il écrit un ouvrage clair et à

De nouvelles dépenses

Un « tour de passe-passe »

IL NE FAIT PAS BON ETRE GEORGIEN A MOSCOU

Jour après jour, la Russie de POUTINE dévoile son vrai visage. Et cela sous les rissettes des Occidentaux, quant ils ne vont pas, comme Jacques CHIRAC, jusqu'à lui remettre la Légion d'honneur ! Ce qui se passe à propos de la Géorgie et des Géorgiens passe les bornes et montre un retour aux pires méthodes de l'époque des Soviétiques et du KGB.

Depuis maintenant plus d'un mois (cela a commencé le 6 octobre), selon Le Monde, « les autorités russes contrôlent les personnes dont les noms ou le physique trahissent une origine géorgienne. Après les descentes dans les restaurants, les foyers d'étudiants, les sorties d'école, les marchés, un millier de citoyens ont été expulsés et 2 500 dossiers sont en cours d'examen, selon le consulat de Georgie à Moscou ».

Ce sont les artistes qui ont attiré l'attention de l'opinion grâce à Internet, en publiant une lettre ouverte aux autorités russes. Pour eux, on vit une situation comparable à celle de l'Allemagne des années 30, au point que certains Russes ont attaché à leur veste une étoile jeune indiquant « je suis Géorgien ».

On lit dans ce texte « La Russie vit des jours de honte. On y poursuit tous les Géorgiens, indépendamment de leur nationalité, de leur âge, de leur niveau social. La demande de POUTINE auprès du gouvernement a conduit aux purges ethniques. On a commencé une déportation forcée de citoyens géorgiens de la Russie, on brise les familles mixtes ».

Le Monde précise que ces dernières semaines, 4 105 organisations ou institutions où travaillent des Géorgiens ont fait l'objet de contrôles, y compris par les services fiscaux, et 51 ont été fermées, dont le Centre culturel géorgien. Des responsables de galeries d'art ont été agressés et des œuvres de Géorgiens ont été détruites.

Mais, comme si cela ne suffisait pas, Moscou s'attaque aussi à la Géorgie elle-même. Comme ce pays mène désormais une politique étrangère indépendante de Moscou et ouverte sur l'Occident, Moscou veut mettre le pays au pas en utilisant, suivant sa bonne nouvelle habitude, l'arme de l'énergie et en particulier du gaz. Alors que l'Arménie paie 110 dollars pour 1 000 M3, et la Biélorussie 110 à 130, la Russie veut imposer à la Géorgie un prix de 230 dollars. Pour la faire rentrer dans le rang.

Le ministre des affaires étrangères géorgien a lancé un appel à l'aide à l'Occident, dont il attend un ferme soutien. Il était il y a peu à Paris, affirmant « La France ne doit pas abandonner la Géorgie dans un tête-à-tête avec la Russie. Nous refusons la domination de la Russie sur notre politique étrangère ; c'est pour cela que Moscou nous punit. Nous avons besoin de votre soutien pour poursuivre notre transformation démocratique ».

Mais Gazprom est une entreprise publique totalement dépendante de POUTINE et se montre inflexible confirmant le doublement du prix du gaz pour 2007. Le ministre des affaires étrangères géorgien a d'ailleurs été accueilli plus que fraîchement à Moscou. Mais Paris reste prudent, car on sait les liens privilégiés entre notre gouvernement, notre président et Moscou : il ne faut pas faire trop de peine à POUTINE.

Voilà pourquoi les Géorgiens en appellent non à la seule France, mais à l'ensemble des Européens : « L'Europe doit élever la voix » affirme le ministre géorgien et si possible d'une manière unie. Le plus alarmant, selon lui « est la politique xénophobe qui a le vent en poupe en Russie et dont les Géorgiens, parmi d'autres, font les frais ». Et il n'y a pas seulement la poursuite contre les personnes. Le Figaro rapporte que les échanges aériens, ferroviaires ou postaux ont été interrompus. Et d'affirmer, qu'au delà des expulsions, il y aurait même eu des morts. Enfin, ce qui n'arrange rien, Moscou s'immisce aussi dans les affaires intérieures de Géorgie en soutenant les mouvements séparatistes et se pose en seul interlocuteur pour résoudre des conflits que la Russie elle-même a créés.

La xénophobie russe doit être pour nous un sujet de préoccupations, comme toutes les atteintes aux droits fondamentaux de la personne. Mais on peut aussi s'inquiéter de voir l'économie utilisée comme une arme politique, comme aux plus beaux jours de l'OPEP. Lorsque les prix de marché sont remplacés par des prix politiques, le totalitarisme n'est jamais loin. Or ce qui se passe avec la Géorgie n'est qu'un aspect de ce qui se passe en général dans la Russie de POUTINE. De quoi être non seulement vigilant, mais inquiet. Pour l'instant, l'Occident garde un silence prudent, sinon complice.

CHEMINOTS CHERIS, LIBERTE CHERIE

Injustement attaqués par l'ultra libéralisme régnant en France, les cheminots de la SNCF se sont donc mis une nouvelle fois en grève la semaine dernière. Les grévistes ont été minoritaires, mais assez nombreux pour paralyser à nouveau le pays. Leurs revendications étaient multiples : les salaires, l'emploi, les retraites et la défense du fret. Passons sur ce dernier point dont nous avons déjà parlé : l'ouverture à la concurrence du fret, qui est déjà une réalité, rend obligatoire l'adaptation de la SNCF fret, si elle ne veut pas disparaître. Et comme demain les chemins de fer privés fonctionneront eux, sans être en grève, les cheminots ont en effet du souci à se faire s'ils ne veulent pas évoluer.

Mais il y a désormais un élément nouveau, c'est que de nombreux usagers ne sont plus décidés à se laisser faire et indiquent haut et fort leur mécontentement. L'association Liberté Chérie, dont on connaît le dynamisme, mène elle aussi ce combat contre les grèves abusives, en distribuant des tracts et en faisant connaître leur ras-le-bol. Et surtout ils argumentent avec des informations précises.

L'une d'entre elles nous a paru particulièrement significative et digne d'être portée à la connaissance du plus grand nombre. Il s'agit du régime spécial de retraite des cheminots, que ceux-ci veulent à tout prix défendre comme un « avantage acquis ». Une comparaison entre les salariés du privé (régime général) et les employés de la SNCF mérite d'être connue.

Dans le régime du privé, le taux de cotisations est de 10,35% de l'ensemble des revenus, contre 7,85% pour la SNCF, en pourcentage du salaire hors prime : soit 2,5 points de moins sur une base plus étroite. L'âge moyen de liquidation des droits est de 61 ans et 9 mois dans le privé et de 50 ans et 2 mois pour les conducteurs de la SNCF et 55 ans et 1 mois pour les autres.

Plus important encore, la base de calcul. Dans le privé, on tient compte des 25 meilleures années ; à la SNCF, seulement des 6 derniers mois. Or, dans la plupart des professions le salaire augmente avec l'ancienneté et donc le salaire des six derniers mois est beaucoup plus élevé que la moyenne des 25 dernières années. La retraite est donc beaucoup plus élevée à la SNCF.

Depuis 1993, les pensions sont revalorisées dans le privé du montant de l'évolution des prix, alors qu'à la SNCF l'indexation se fait en fonction de l'évolution des salaires de l'entreprise. Or ceux-ci ont augmenté de 20% de plus que l'inflation de 1990 à 2004. Enfin, la décote par année manquante est de 10% dans le privé, alors qu'il n'y en a pas à la SNCF.

Le verdict est sans appel. Et ce sont les salariés de la SNCF qui font grève ! Ces privilèges sont insupportables, d'autant plus qu'ils sont largement financés par ceux qui n'en bénéficient pas ; c'est ainsi que Liberté Chérie rappelle que le privé finance 62% du régime particulier de la SNCF. Alors, oui, nous aussi « nous voulons un concurrent à la SNCF » et même plusieurs. C'est en route pour le fret. Demain, en dépit de l'opposition de la France, ce sera le cas pour les voyageurs. Nous pourrons enfin choisir une autre entreprise. Et les cheminots de la SNCF devront renoncer à leurs privilèges ou regarder mourir leur entreprise publique.

SARKOZY NOUS PROTEGE DE LA MONDIALISATION

Les programmes électoraux commencent à fleurir, nous ne manquerons pas de les juger à l'aune du « guide du candidat ».

Cette semaine, nous nous contenterons de quelques réactions aux projets économiques de Nicolas SARKOZY. N'avons-nous pas une légitime curiosité pour les écrits et dires de celui qui sollicite la voix de l'électorat anti-socialiste ?

Nicolas SARKOZY s'est longuement exprimé ces dernières semaines sur le thème de « la France dans la mondialisation ». Abandonné le slogan de « la mondialisation heureuse » ! La mondialisation est « la cause du vote protestataire et du ralliement des couches de plus en plus larges de la population aux thèses protectionnistes ». Pas question « de prêcher au nom de la mondialisation, la résignation à ceux dont les conditions de vie et de travail ne cessent de se dégrader depuis 25 ans. » Et de dénoncer la montée de la « précarité et ceux qui sont exploités comme des bêtes de somme dans des conditions innommables ». C'est beau comme du JAURES.

Et de lancer une dizaine de propositions, qui se veulent autant de « protections » –le mot est lâché– pour les Français. « L'Europe a besoin de protection. Le mot protection de me fait pas peur ». Et encore, dans une interview aux Echos cette fois : « Je défends l'économie de marché, la liberté, mais l'Europe a été construite pour protéger, pas pour être le cheval de Troie d'une concurrence déloyale ». L'Europe doit aussi changer la politique monétaire de la Banque centrale, qui doit moins s'occuper d'inflation, car « elle ne se préoccupe pas suffisamment de la croissance et du chômage » : mettre la BCE dans les mains de la classe politique, c'est en effet une vraie rupture, mais pas dans la bonne direction.

Autres déclaration intéressante : « Je propose que l'Etat se dote d'un outil financier adossé à la Caisse des dépôts et permettant de prendre temporairement et de façon ciblée des participations pour aider les entreprises stratégiques à passer une passe difficile ». Sur ce point, pas de rupture : c'est exactement la politique CHIRAC, comme nous l'expliquons par ailleurs. « Je propose que pour les bas salaires les droits à indemnisation de toute personne au chômage ne puissent être inférieurs à leurs salaires antérieurs » : voilà qui va sûrement inciter les chômeurs à chercher du travail.

« Je propose à nos partenaires européens la création d'une fiscalité écologique sur les pollutions qui taxerait aussi les importations en provenance des pays tiers ». Un impôt de plus, ça s'impose, et la fiscalité pour régler les questions d'environnement, c'est moins libéral que l'utilisation des droits de propriété ! « Je propose que l'Etat se donne les moyens d'intervenir plus rapidement dans les bassins en difficulté en créant une agence de réindustrialisation en mesure d'investir, en liaison avec les collectivités locales, dans des activités nouvelles » : de plus en plus libéral !

Ceci étant, nous voulons rester objectifs et il y a des mesures que l'on peut approuver, même si on les trouve timides : « je propose d'exonérer les patrimoines petits et moyens de tout droit de succession ». « Je propose que seules les dépenses publiques d'investissement puissent être financées par emprunt », au lieu de financer par emprunt des dépenses de fonctionnement. Nous préfererions la suppression totale des droits de succession et la règle de l'équilibre budgétaire. Mais il est certain que ces deux mesures vont dans la bonne direction. Ajoutons-y les déclarations de bonnes intentions faites aux Echos : « Je veux réconcilier le pays avec le capital, la réussite, l'ambition ». Et encore « Les 35 heures sont le seul produit qui soit parfaitement inexportable ».

Pour l'instant, entre dirigisme et libéralisme, c'est encore un cheval, une alouette. Mais il reste encore six mois. Nous nous emploierons à essayer de faire passer le message libéral au niveau des Français, mais aussi de la classe politique. Pour l'instant, il y a encore du boulot !

QUELLES INSTITUTIONS EUROPEENNES ?

Le Dr. Yevgeny Volk, coordonnateur de l'antenne de la fondation Heritage à Moscou, nous donne sa vision de l'impossibilité de l'intégration de la Russie au bloc européen.

YEVGENY VOLK : LA RUSSIE ET L'UNION EUROPEENNE

A la différence des intellectuels occidentaux qui louent le socialisme, et même de ceux qui le critiquent, j'ai vécu la majeure partie de ma vie sous le joug socialiste de l'Union Soviétique. Comme la majorité des Russes de ma génération, je déteste le socialisme. Beaucoup de Russes pensent d'ailleurs que l'expérience européenne prend la voie d'une expérience socialiste, une route de la servitude comme Hayek pouvait la décrire. Je me rappelle par ailleurs l'époque soviétique, lorsque la propagande communiste attaquait l'Union Européenne, la dénonçant comme un instrument impérialiste. Pour cette raison, certains pensent que l'Union Européenne est une bonne alternative à l'intégration ratée du Comecon ! Mon message est que l'attitude russe à l'égard de la construction européenne reste largement contradictoire. Elle est encore très influencée par les clichés de la propagande soviétique et par des considérations plus pratiques quant aux implications de cette intégration. Mais en général, cette attitude russe à l'égard de l'Europe est présidée par trois éléments : un manque de confiance, une perception erronée et une incompréhension.

Le mot-clef pour comprendre ces trois éléments est « différence ». Il y a une différence majeure entre l'Europe des 25 et la Russie, que cela soit du point de vue politique, économique, historique, culturel, ou religieux. Il y a en fait une différence de civilisations. La Russie est très étendue et très riche. Alors que Romano Prodi présidait encore la commission européenne, on lui avait posé la question suivante : « Pensez-vous que la Russie pourrait rejoindre l'union européenne ? ». Prodi fit une grimace et dit « trop grand ». Ceci reflète en quelque sorte la perception occidentale de la Russie. Mais si nous prenons en compte maintenant les performances économiques, le PIB russe est relativement faible pour des standards européens. Il n'est pas plus important que le PIB des Pays-bas. Si on prend le PIB par tête, la Russie est bien évidemment parmi les nations les plus pauvres d'Europe. Il y a quelques années, le Président Poutine s'était même fixé le but de rattraper le PIB par tête du Portugal.

Il y a toujours un fossé entre les standards russes et européens. Je suis d'accord avec les intervenants ici présents qui dénoncent le socialisme ambiant de l'Union Européenne. Pourtant, nous ne devons pas oublier que c'est une union de nations relativement libres, politiquement et économiquement parlant. Depuis quelques années la fondation *Heritage* tente de mesurer la liberté économique de quelque cent soixante pays du monde dans son *Index of Economic Freedom*. La Grèce par exemple, considérée comme une dernière place de l'Europe, se classe cinquante-septième au niveau mondial. La Russie se place cent vingt-deuxième, soit un écart de soixante cinq nations avec la Grèce.

Il est très difficile de réduire cet écart car la Russie souffre toujours de son économie héritée du communisme, c'est-à-dire d'une approche étatique de la propriété et des marchés, de beaucoup trop de réglementations, de dépenses publiques, d'une économie souterraine importante ainsi que de barrières protectionnistes. Tous ces facteurs font que toute « harmonisation » entre la Russie et l'Europe ne peut s'opérer malgré les nombreux accords, conventions et déclarations de la dernière décennie. Beaucoup de « mots », mais en pratique les progrès sont nuls. Nous pouvons toujours trouver la raison à cela du côté de l'inefficacité de la machine bureaucratique ou du manque de volonté politique, ce qui revient essentiellement aux différences rapportées plus haut.

Cet état de fait débouche aujourd'hui sur une stagnation dans les relations entre Europe et Russie, en particulier sur des thèmes comme l'énergie ou la politique écologique. Les pays européens dépendent grandement du pétrole et du gaz russes. Et le gouvernement russe entend utiliser ces puissants leviers stratégiques pour faire pression sur ses voisins ou les pays européens importants pour la Russie. Politiquement parlant, on peut comparer cette attitude au paradigme des années 70 appelé « finlandisation ». L'Union Soviétique utilisait ce type de politique extérieure à l'égard de la Finlande mais aussi d'autres pays, menaçant de sa puissance militaire et économique pour les faire courber. La Russie, en essayant de restaurer son statut de superpuissance, utilise des tactiques de l'ère soviétique : le sentiment anti-américain dans la politique, des pressions sur l'Europe, des connections avec des nations très peu démocratiques (Iran, Syrie, Cuba)... La Russie n'est pas pressée de signer quoi que ce soit sur la prolifération des armes de destruction massive puisque ses ventes secrètes en la matière sont très juteuses.

Ces deux ou trois dernières années on a donc pu constater une dérive vers l'Est de la politique extérieure russe. La Russie ne se réjouit pas de la nouvelle Europe, en particulier parce que les pays baltes peuvent exporter leur suspicion anti-russe dans l'Union. C'est pourquoi de plus en plus de gens parmi l'élite pensent que l'Europe s'éloigne de la Russie du fait des limites à la liberté individuelle, des violations des droits des journalistes et des ONG, ou de celles des droits de l'homme en Tchétchénie, etc.

En surface, les relations russo-européenne sont très bonnes, comme ont pu en témoigner les sourires à la fastueuse réception donnée par Poutine cette été. Pour paraphraser Lord Acton, je dirai que si l'hospitalité tend à corrompre, l'hospitalité absolue tend à corrompre absolument. Les autorités russes savent comment corrompre les occidentaux. Déjà dans les années 30, les intellectuels français avaient été de belles cibles de Staline. Cependant, aujourd'hui la Russie se sent à l'aise non pas avec les démocraties européennes, mais plutôt avec la Chine et d'autres pays peu recommandables de l'Asie du Sud-Est. Les liens vers l'Europe s'amenuisent donc.

Les différences fondamentales avec l'Europe, le retour de politiques liberticides et la dérive vers l'Est, ne permettent pas le rapprochement avec l'UE. Il n'y aura donc ni rattachement ou harmonisation, ni véritable concurrence entre les deux entités. Poutine rappelait d'ailleurs récemment que la part des innovations technologiques russes dans le monde représentait moins de 1%, contre 30% pour l'Union Européenne. C'est encore un signe, un obstacle à l'entente avec l'Europe.

AU SOMMAIRE DU N°896 :

EDITORIAL : Milton Friedman : capitalisme et liberté pp. 1-2

CONJONCTURE : Jeux de dupes à Berlin pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Il ne fait pas bon être Georgien à Moscou p. 4 – Cheminots chéris, Liberté chérie p. 5 – Sarkozy nous protège de la mondialisation p. 6.

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Quelles institutions européennes ? pp. 7-8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org